



Report du projet EPEP

Compte rendu de l'audience auprès de Frédéric REISS
(09-12-2008)

Au cours d'une rencontre fédérale de l'UNSA Education avec Frédéric REISS à laquelle étaient représentés le SE et le SI.EN, le député a ouvert les échanges en précisant que le projet relatif à l'EPEP lui semblait trop important pour être traité dans le cadre d'une niche parlementaire...

Il a donc choisi (plus ou moins spontanément...) de poursuivre les débats en recherchant en particulier une meilleure implication des élus locaux, des parents et des enseignants avant de prévoir une présentation du projet de loi dans le cadre d'un débat parlementaire digne de ce nom. Aucune échéance n'est encore fixée, mais il semble plus urgent d'apaiser les tensions que de créer de nouveaux conflits potentiels !

La discussion a été pour le SI.EN l'occasion d'évoquer son profond désaccord avec l'image des inspecteurs présentée dans le cadre du rapport sur la Loi de Finances. Le député nous a assuré du profond respect qu'il portait aux inspecteurs et de sa confiance en leur capacité à piloter le système éducatif. Il a par ailleurs affirmé son souhait de rencontrer notre syndicat dans le cadre d'un échange bilatéral spécifique pour mieux évoquer nos orientations et nos propositions. Il s'est déclaré soucieux des conditions de travail des inspecteurs. Nous saurons lui rappeler ce souci lors de nos futurs échanges.

Pour ce qui est de l'EPEP, Frédéric REISS a insisté sur la nécessité de faire évoluer l'école pour faciliter la gestion déconcentrée de moyens matériels et humains. Nous ne pouvons que souscrire à sa préoccupation de mutualiser plus efficacement les ressources, cependant nous avons surtout insisté sur l'indispensable engagement des équipes qui nous semble difficilement conciliable avec un dispositif débouchant sur une forme de contrainte (cf. l'obligation prévue dans le projet de loi de créer un EPEP dès que l'école comporte au moins 15 classes).

En l'état actuel de la situation, nous nous réjouissons du report du projet et sommes satisfaits de la méthode beaucoup plus ouverte qui semble à présent être envisagée. Nous participerons bien sûr activement à la réflexion qui s'engage et incitons tous nos collègues à investir ce débat. A cet effet le SI.EN proposera très prochainement un questionnaire pour permettre aux syndiqués de s'exprimer le plus largement possible sur ce thème.

Patrick ROUMAGNAC